

CGSP Flash

Admi / ALR / LRB

LE FAUX CADEAU DU GOUVERNEMENT MAIS UNE VERITABLE PRIVATISATION !

La CGSP a pris connaissance du « cadeau de Noël » du premier Ministre Charles Michel.

Contrairement à ce qui est annoncé, ce ne sont pas des cadeaux qui sont sur la table mais bien de nouvelles attaques contre les services publics et les services de Police.

En effet, ces nouvelles décisions politiques ont été, une fois de plus, prises sur fond de soi disant économies budgétaires.

Alors que la Police fédérale n'a pas encore finalisé son plan d'optimalisation, le Ministre Jambon annonce que des missions de police (sécurisation d'événements, gestion espaces, etc.) vont être transférées vers le secteur privé et que de nombreux collègues vont connaître la précarité d'un emploi amené à disparaître.

Où sont les mesures économies quand il s'agit de déplacer une dépense du public vers le privé ???

Ce plan est un leurre basé sur de la propagande du gouvernement, lequel annonce en parallèle 2.500 policiers supplémentaires. Mais ce chiffre est **TOTALEMENT FAUX** car il s'agit uniquement de transfert d'une institution vers une autre. En effet, la création d'un corps de surveillance est le fruit d'un transfert de personnel de la Justice et de la Défense **MAIS il ne s'agit donc nullement de nouveaux engagements.**

Par ailleurs, le transfert de 450 policiers vers la police locale n'est, ni plus ni moins, qu'une situation prévisible des besoins exprimés depuis des mois par les zones de police.

Et ce chiffre est encore largement insuffisant. L'apport de 400 policiers fédéraux est, une fois encore, une belle « **opération marketing, de la poudre aux yeux** » durant cette période festive puisque le recrutement initialement prévu en 2015 devait se monter à pas moins de 1600 policiers ; mais l'engagement sous « l'ère Jambon » s'est résumé à seulement 800 unités.

Ce ne sont donc pas des apports supplémentaires mais une faible compensation des besoins réels en personnel de police.

Rappelons encore qu'aujourd'hui, ce ne sont pas moins de 2.500 policiers qui sont susceptibles de partir à la pension dans les mois qui arrivent et 3.500 policiers supplémentaires qui pourront prétendre à la non-activité préalable à la pension d'ici fin 2019.

Et les attaques ne sont pas finies, car ce gouvernement **réduit les effectifs** de la cavalerie (dont le soutien est largement plébiscité par les pouvoirs locaux), et **supprime le service médical, la gestion des hélicoptères, la signalisation des accidents sur les autoroutes, etc.**

Et il annonce encore l'outsourcing dans le domaine des ressources humaines ou encore de la logistique !

Ce sont donc tout simplement des emplois qui vont disparaître !

Nous déplorons le manque d'ambition de Charles Michel et du Ministre de l'Intérieur qui prouvent une fois encore qu'ils ne souhaitent pas investir dans les Institutions Publiques.

Dès lors, la CGSP dénonce un plan qui ne tient absolument pas compte de la réalité puisque nous n'avons :

- aucune trace des engagements prévus pour des nouveaux policiers (+/- 5000 manquants),
- aucune trace des investissements pour le matériel et les locaux, aucune trace de la révision de la norme KUL pour un meilleur financement des zones de police locales, etc.

Et comble de l'ironie, le Ministre de l'Intérieur ne s'arrête pas là puisqu'il demande aux organisations syndicales de participer à des groupes de travail afin « d'organiser » la privatisation des missions de la police.

La propagande néo-libérale n'a pas de limites ! Son culot non plus...

La CGSP refuse ce plan de privatisation qu'elle considère comme une nouvelle attaque contre les services publics !

Nous mettrons tout en œuvre pour combattre ce plan qui vise purement et simplement à la destruction d'une institution fédérale par le détricotage systématique de ses services.

Olivier NYSSSEN,
Secrétaire fédéral,
CGSP ADMI.

Mil LUYTEN,
Secrétaire fédéral,
CGSP – LRB.

Rudy JANSSENS,
Secrétaire fédéral,
CGSP- ALR-LRB- BRU.